

LE COÛT D'UN LIVRE NUMÉRIQUE

Hervé Bienvault (Aldus Conseils)

Etude réalisée pour le MOTif (Observatoire pour le livre et l'écrit en Ile-de-France) — avril 2010

Il est interdit de reproduire cette étude, partiellement ou intégralement, sur tout support et pour tout usage sauf ceux qui sont définis par la loi, sans l'autorisation préalable et écrite du MOTif.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	3
A – LE COÛT DE PRODUCTION D’UN LIVRE NUMÉRIQUE	9
1. Roman, 256 pages/ grand format	
a) Avec/ sans numérisation/ sortie de production (nouveau	10
b) Création avec des contenus multimédias spécifiques	13
2. Essai/ document, 320 pages/ grand format	
a) Avec/ sans numérisation/ sortie de production (nouveau	14
b) Création avec des contenus multimédias spécifiques	16
3. Guide pratique (cuisine-bricolage-tourisme), 320 pages/ grand format,	
400 illustrations	
a) Avec/ sans numérisation/ sortie de production (nouveau	18
b) Création avec des contenus multimédias spécifiques	20
4. Beau-livre/album illustré, 192 pages/ grand format, 100 illustrations	
a) Avec/ sans numérisation/ sortie de production (nouveau	22
b) Création avec des contenus multimédias spécifiques	24
5. Bande dessinée, 48 pages/ grand format	
a) Avec/ sans numérisation/ sortie de production (nouveau	25
b) Création avec des contenus multimédias spécifiques	26
B – LE COÛT DE DISTRIBUTION D’UN LIVRE NUMÉRIQUE	
1. Frais de marquage (DRM, watermarking)	29
2. Frais de développements informatiques, archivage, maintenance	30
3. Frais de promotion/ marketing/ SAV	31
4. Frais bancaires	32
C – SYNTHÈSE	33
CONCLUSION	35

INTRODUCTION

Un livre numérique ne coûte rien, un livre numérique coûte moins cher qu'un livre papier, un livre numérique coûte aussi cher qu'un livre papier, un livre numérique coûte plus cher qu'un livre papier. Autant d'affirmations relayées dans les journaux, à la radio, à la télévision, sur le web, dans les livres, qui finissent par brouiller tout jugement objectif ou entretiennent les fantasmes à l'heure où le livre accède à la dématérialisation de sa diffusion.

Comment, lorsqu'on est lecteur et surtout auteur, s'y retrouver ? Des organismes professionnels comme le Syndicat national de l'édition ont pu tenir plusieurs discours sur la question depuis un an maintenant, de la position très défensive lors du Salon du livre l'année dernière à une position plus ouverte depuis quelques mois au regard de l'avancée sur les autres marchés européens. A l'heure d'une redistribution des cartes entre les différents acteurs de la chaîne du livre, les éditeurs se rendent compte aujourd'hui que les lecteurs attendent une baisse de prix significative sur les catalogues numériques qui semble à certains légitime à partir du moment où l'objet papier disparaît dans le cadre d'une diffusion numérique (voir à ce sujet l'étude de l'institut GFK sur les attentes consommateur : 70€ pour un lecteur et 7€ pour un roman récent dans sa version numérique). Mais *quid* de la valeur d'usage des livres, se demande-t-on parfois ? Reste à savoir si les investissements à faire sont pour l'instant rentables sur ce marché naissant.

Nous n'aborderons pas dans cette étude le problème de la TVA réduite qui met à mal les marges des éditeurs et freine actuellement le marché du livre numérique en France (la TVA sur le livre numérique est de 19,6% alors que les TVA sur le livre papier et le livre-audio sont à 5,5%). Certains pays comme l'Espagne ont décidé unilatéralement de baisser ce taux, les discussions sont en cours à Bruxelles pour trouver une issue favorable. Nous ne parlerons pas non plus des débats sur les rémunérations des différents acteurs de la chaîne du livre numérique (auteurs, distributeurs, libraires), débats passionnés qui engagent la création éditoriale et la diffusion du livre par un réseau aussi large que possible. Il est bien évident que l'ensemble de ces enjeux a une influence sur la fixation des prix publics de vente, sur les marges des éditeurs, sur la viabilité économique des éditeurs.

Notre étude ne porte donc pas sur les prix de vente des livres numériques mais seulement sur les coûts réels, les prix de revient tels qu'ils se présentent actuellement pour des éditeurs qui se positionnent sur ce marché nouveau. Nous ne rentrerons pas non plus dans les coûts de création tant éditoriaux que pré-presses des ouvrages. Ils demeurent aujourd'hui supportés par les versions papier chez tous les éditeurs. Tous nos chiffres portent sur les adaptations et les enrichissements des contenus éditoriaux passés ou présents pour une distribution numérique. Par contre, dans le cas d'une numérisation comme d'une reprise d'éléments numériques anciens, il nous a paru important de tenir compte d'une exploitation future pour une réimpression papier. Nous avons en effet vu plusieurs éditeurs qui avaient procédé à des numérisations hâtives qui ne leur permettaient pas de réimprimer. Ils ont, depuis, corrigé en interne la qualité de la numérisation pour une diffusion pérenne, papier comme numérique.

L'échelle est large, évidemment, entre un coût supposé nul et un coût supposé plus élevé qu'un livre traditionnel. Nous avons souhaité aller voir ce qu'il en était réellement des coûts des livres numériques. Car il y a bien « des » livres numériques très différents si l'on parle d'un roman, d'un essai, d'un guide, d'un beau-livre/album ou d'une bande dessinée.

Pour évaluer ces coûts, nous avons choisi cinq modèles de livres numériques qui représentent un bon éventail de ce qui existe dans les catalogues des éditeurs, à savoir :

- un roman, 256 pages/ grand format
- un essai/ document, 320 pages/ grand format
- un guide pratique (cuisine-bricolage-tourisme) 320 pages/grand format, avec 400 illustrations
- un beau-livre/album illustré, 192 pages/ grand format, avec 100 illustrations
- une bande dessinée, 48 pages/grand format

Ces cinq modèles existent. Ils ont déjà paru ou s'apprêtent à l'être dans quelques semaines. Le travail éditorial et pré-presses (avant la presse de l'imprimeur) est terminé. Ils vont sortir en version papier, brochés, reliés pour certains. Le service de fabrication chez l'éditeur s'apprête à fournir les fichiers à l'imprimeur. Il réalise en même temps que la version PDF (Portable Document File) en haute résolution destinée à l'impression une version en basse résolution rigoureusement identique et

immédiatement utilisable pour la promotion du livre et exportable sur le web (comme par exemple les premiers chapitres). Ce n'est pas nouveau. Cette version ne coûte rien car les frais éditoriaux et pré-presses sont supportés dans le calcul économique pour la version papier. Copie, « livre numérique » qui n'a aucun coût, simple émanation de la version papier. Même un ouvrage de photographies couleurs comme *La Terre vue du ciel* de Yann-Arthus Bertrand (édité chez La Martinière), ne coûte rien à copier et à diffuser en l'état de gré à gré sur des sites de feuilleteurs comme Scribd, Issuu ou Calaméo. On peut d'ailleurs rappeler que Google ne demande aucune rétribution aux éditeurs pour le passage de leurs fonds sur Google Livres. Le débat s'arrêterait là. Il y a cinq ans, cette étude n'aurait eu aucun sens. Vie du livre papier d'une part, promotion de l'œuvre sur le web d'autre part, des auteurs et des éditeurs allant même jusqu'à proposer des versions gratuites de leurs livres sur le web, ou mieux encore des versions numériques proposées à prix réduits qui accompagnent la version papier sur un support disquette/cd dans une petite pochette plastique pour des livres techniques ou d'informatique : le phénomène n'est pas nouveau.

Ces mondes étanches du papier et du numérique depuis une vingtaine d'années commencent depuis peu à devenir poreux avec l'arrivée de nouvelles technologies d'affichages et de nouveaux supports de lecture très légers (aujourd'hui en noir, demain en couleur) qui se rapprochent toujours plus d'une expérience de lecture sur papier, la version numérique pouvant être « lisible » dans des conditions de confort toujours plus agréables à l'intérieur comme à l'extérieur, en mobilité. La question se pose maintenant pour les auteurs et les éditeurs de la migration d'une certaine part de leurs ventes du papier vers le numérique, voire de livres conçus spécifiquement pour le numérique avec l'apport de contenus multimédias et interactifs sur des tablettes de lecture de plus en plus sophistiquées. On parle désormais d'un marché du livre numérique. Ce marché est précoce ; il va falloir regrouper et structurer les catalogues, définir les modèles économiques, concevoir des livres numériques spécifiques, des plus simples au plus complexes (certains livres ainsi conçus n'auraient peut-être aucun sens en version papier), organiser la distribution, définir une stratégie marketing, faire de la publicité, etc.

Nous sommes à l'aube de la même révolution qui s'est produite avec l'apparition du livre de poche il y a un peu plus de cinquante ans, grâce à l'arrivée de nouvelles générations de presses rotatives à faibles coûts de production. Au début anecdotique, quelques dizaines de titres avec des ventes marginales, il a fallu sélectionner, concevoir les collections,

recruter des éditeurs, organiser la production, engager des équipes de ventes spécifiques pour assurer la promotion et la commercialisation, prévoir des frais de publicité, organiser des règles de distribution, etc. Les catalogues n'ont cessé de s'étoffer avec un succès foudroyant en quelques décennies ; le livre de poche représente maintenant l'enfant-roi du marché de l'édition tout entier (28,6% des ventes d'exemplaires de livres en 2008 d'après les derniers « Chiffres-clés » du CNL). Aujourd'hui anecdotique en France, le livre numérique va se développer dans les années à venir, à quel rythme personne ne le sait encore si l'on se projette à cinq ou dix ans (Hachette Group a communiqué en début d'année un chiffre d'affaires de 3%, avec Amazon, en 2009 aux Etats-Unis) ; mais il est certain maintenant qu'il n'y aura pas d'arrêt brutal voire de remise en cause de ce modèle. Le livre numérique va s'installer durablement dans le paysage éditorial, c'est une certitude pour l'ensemble des professionnels de nos métiers.

Maintenant que le marché se développe, il s'agit de dépasser une simple duplication à l'identique du « PDF-imprimeur » des fichiers existants et d'adapter ces contenus aux différents supports : mise au format, structuration des données, définition de règles graphiques, pose de liens hypertextes, enrichissements des contenus, etc. En effet, contrairement à une œuvre musicale ou une œuvre cinématographique qui peut être dupliquée en l'état avec un simple reformatage standardisé, un texte ne présente guère de plus-value s'il est figé en l'état dans son format premier alors qu'existe une grande variété de formats des nouveaux supports de lectures : smartphones, tablettes LCD type iPad, lecteurs à base d'encre électronique (eInk) en petits, moyens et grands formats, Nintendo DS, netbooks, ordinateurs portables et fixes, tableaux interactifs installés en milieu scolaire, etc. Nous avons tous fait l'expérience de fonctions zoom inadaptées à nos écrans pour une lecture confortable. De plus, avec l'incorporation de vidéos, de sons, les interactions avec le web, on voit la multitude des possibilités qui s'offrent désormais aux éditeurs.

Bref, proposer une offre riche et diversifiée, différente de celle du papier, complémentaire et adaptée au format des différents dispositifs de lecture; envisager des versions multimédias concomitantes ou qui s'affranchissent de la version papier : ce sont les différents coûts de ce travail spécifique que se propose d'aborder la présente étude.

Je remercie le MOTif (Observatoire du livre et de l'écrit en Ile-de-France) de m'avoir permis de mener à bien une telle étude qui puisse lever le voile d'une manière aussi objective que possible.

Nous avons interrogé des auteurs et une vingtaine de sociétés différentes, aussi bien éditeurs (en majorité de grosses structures), graphistes, compositeurs, agences photographiques que diffuseurs, distributeurs numériques, libraires pour tenter d'approcher cette réalité des coûts. Je remercie chaleureusement ceux qui ont accepté d'ouvrir le dialogue avec nous.

Il convient de rappeler également que les coûts que nous donnerons sont des coûts moyens. On ne saurait bien évidemment comparer les prix de revient obtenus par des groupes d'édition comme Hachette et Editis qui ont des volumes de production très importants avec des éditeurs moyens ou petits sur des séries limitées d'ouvrages. Nous n'avons pas cherché à trahir des secrets, simplement donner des ordres de grandeur pour permettre d'apprécier une réalité économique. Les données sont indiquées hors taxe.

En préambule à cette étude, il est important de distinguer la part des coûts de production de l'œuvre numérique en établissant un prix de revient (comme c'est le cas pour un livre traditionnel), et celle des coûts qui relèvent de la distribution numérique. La pratique veut que l'on établisse un prix de revient au moment de la conception et du lancement d'un livre traditionnel au travers d'un devis et d'un contrôle attentif des dépenses avant l'impression proprement dite. Les frais engagés s'arrêtent à ce niveau-là avec ce prix de revient et une livraison des exemplaires dans les dépôts du distributeur. Dans l'univers numérique, ce sera la mise à disposition sur un serveur dédié. Les coûts de distribution numérique, comme pour le papier, n'incombent pas à l'éditeur. Ils sont à la charge du distributeur. La négociation entre l'éditeur et le distributeur porte sur la fixation d'une remise sur le prix de vente hors taxe ; il en est de même dans l'univers numérique. Nous ne pouvons mener une telle étude sans évoquer les coûts de distribution inhérents au modèle qui sera retenu par l'éditeur sur son propre site, sur un site mutualisé entre éditeurs ou sur une plateforme de distribution généraliste, etc. Nous le ferons dans une deuxième partie en donnant quelques données chiffrées.

Nous ne prendrons pas en compte dans cette étude les frais de structure des éditeurs (loyers, frais de personnels, etc.). Ils sont pour l'instant pris en compte dans les ventes papier, qui ne sont pas remises en cause dans les ratios économiques des éditeurs sur un marché aussi précoce. Il en serait autrement pour des nouveaux entrants qui s'affranchiraient de l'univers papier. L'ensemble des « nouveaux éditeurs » de ce type que nous avons interrogés sont sur des « *business models* » sans coût de structure pour l'instant ; ces entreprises d'édition

sont composées de 1 voire 2 personnes qui ont souvent une activité complémentaire.

Alors, le passage au numérique, combien ça coûte¹ ?

¹ Insistons sur le fait que, dans le domaine du numérique, tout type de donnée chiffrée est amené à évoluer rapidement. Nous présentons ici des hypothèses fondées sur la réalité actuelle du marché.

A — LE COÛT DE PRODUCTION D'UN LIVRE NUMÉRIQUE

Il faut tout d'abord rappeler que pour la grande majorité des modèles que nous allons envisager, le livre numérique entre dans un processus de production qui reste lié à l'impression, laquelle reste la voie prédominante chez les éditeurs, d'autant plus que l'impression offset/numérique permet aujourd'hui des tirages courts (300 à 1 000 ex.), très courts (50 à 300 ex.), voire même à la demande — P.O.D./Print On Demand — (entre 1 et 50 ex.). Ces possibilités multiples existent d'ores et déjà pour le livre en noir. Elles existeront demain en qualité professionnelle pour les livres en couleur, avec une rentabilité économique intéressante. L'objectif est pour les éditeurs de rentrer dans un schéma de production qui soit ouvert sur l'ensemble des flux de sortie, papier comme numérique multi-formats.

L'édition numérique est généralement une édition dérivée « en second » dans lesquels les frais éditoriaux et pré-presse sont supportés pour l'instant par les éditions papier. Charge à l'éditeur concerné d'estimer la part des éditions numériques qui vont venir « remplacer » l'édition papier et de lui incorporer un pourcentage de frais fixes de création correspondants. Pour l'instant, l'incorporation de tels pourcentages n'est pas envisageable pour l'éditeur au regard d'un marché quasi inexistant. Peut-être des éditeurs tiennent-ils déjà compte d'une telle incorporation dans leurs calculs ? (Et même : le développement du marché s'accompagnera-t-il d'une baisse du prix des livres papier ?). L'avenir le dira...

1. Roman / 256 pages, grand format

a) Avec/ sans numérisation/ sortie de production (nouveau)

Le roman est théoriquement, et du point de vue de sa mise en page, le livre le plus simple et qui se prête le plus facilement à une diffusion de sa version numérisée. Structure simple (chapitres, titres courants, etc.), table des matières réduite, peu ou pas de notes. Encore faut-il savoir si le fichier numérique qui a servi à l'impression papier est exploitable aujourd'hui pour une structuration numérique.

La base de calcul des frais se fait sur l'estimation du nombre de signes : environ 480.000 signes pour un roman de 256 pages (en moyenne : cela dépend bien évidemment du format, de la maquette et de la typographie retenues).

▪ **Avec numérisation/scan**

Si le fichier n'est pas disponible ou qu'il se révèle inexploitable, il faudra procéder à une nouvelle saisie ou à une récupération du texte en le scannant (OCR : reconnaissance optique des caractères) à partir d'une version papier. L'expérience prouve que la qualité du support scanné est primordiale pour cette étape. Attention : l'idée reçue selon laquelle la récupération d'un scan, même avec un taux extrêmement élevé de reconnaissance, évite toute étape de relecture est fautive (voir à ce titre l'annexe 3 du rapport Tessier sur « Les enjeux qualitatifs de numérisation de masse »). Si dans une bibliothèque type Google, à vocation de recherche documentaire gratuite, des erreurs dans le texte sont acceptables par le lecteur, une coquille par page n'est envisageable pour aucun éditeur, on le comprendra. L'objectif est aussi de retrouver un fichier exploitable pour une production en papier.

- Frais de scan : entre 0,5 et 0,7€ la page
- Frais de recomposition, enrichissement typographique, fichier XML à l'arrivée adaptable à tous les formats futurs :
entre 0,8€ et 1€ le mille de signe
- Frais de lecture/corrections : 15 000 signes/heure, 17€ net à l'heure
- Frais de structuration d'un format ePub de sortie avec intégration des métadonnées indispensables à la vente du livre (couverture, titre, auteur, ISBN, biographie et bibliographie de l'auteur, etc.) :

tout au long de notre étude, nous avons retenu ce format de sortie ePub universellement employé maintenant chez les éditeurs.

60 à 80€ par titre

Pour un roman de 256 pages (480 000 signes), nous aurons :

$(0,6 \times 256) + (0,9 \times 480) + (480/15 \times 17) + 70 = 1\,199\text{€}$ au total

▪ **Sans numérisation/scan**

Un fichier peut exister dans une multitude de formats différents : word, PDF, X-Press (versions différentes), InDesign, etc. Plusieurs sociétés proposent aujourd'hui des solutions de récupération des données avec un degré d'automatisation plus ou moins élevé selon les modèles récupérés.

- Frais de recomposition, enrichissement typographique, fichier XML à l'arrivée :

entre 0,8€ et 1€ le mille de signe

- Frais de lecture/corrections (vérification de la conformité avec la version originale) : 50 000 signes/heure, 17€ net à l'heure

Contrairement à l'étape précédente, une relecture plus rapide peut être envisagée par l'éditeur ; il s'agit d'une étape de contrôle cependant nécessaire.

- Frais de structuration d'un format ePub de sortie avec intégration des métadonnées

60 à 80€ par titre

Pour un roman de 256 pages (480 000 signes), nous aurons :

$(0,9 \times 480) + (480/50 \times 17) + 70 = 665\text{€}$ au total

Dans le cas d'une récupération de fichiers XML (tout dépend de la qualité de ce XML pour son exploitation), nous serions dans un cas de figure qui tendrait vers le cas étudié ci-dessous.

▪ **En sortie de production/nouveauté**

La très grande majorité des éditeurs ont actuellement intégré dans leur *process* de production une structuration XML qui permet la production d'un fichier ePub en sortie.

- Frais de structuration d'un format ePub de sortie avec intégration des métadonnées

60 à 80€ par titre

- Frais de lecture/corrections : 100 000 signes/heure, 17€ net à l'heure

A partir du moment où il s'agit d'une étape de sortie à partir d'un *process* de production qui a déjà été validé à toutes les étapes, l'éditeur peut se demander s'il est possible de supprimer une ultime vérification de contrôle. L'expérience de plusieurs acteurs sur la question prouve qu'une telle étape de contrôle est cependant nécessaire pour détecter des erreurs éventuelles avant une mise sur le marché. Nous avons considéré une relecture cependant plus rapide que dans le cas précédent (début et fin de paragraphes, contrôle des chapitres, etc.). Charge à l'éditeur de la faire ou non.

Pour un roman de 256 pages (480 000 signes), nous aurons :

$(480/100 \times 17) + 70 = 151€$ au total

Comme nous l'avons expliqué en introduction, la simple mise en ligne d'un fichier PDF à l'identique de la version imprimée ne représente aucun coût supplémentaire. En revanche, si l'on souhaite proposer une version PDF « augmentée » qui apporte un plus à la lecture (suppression des marges, pose de liens pour les tables des matières, appel de notes, etc.), l'appréciation du coût se fait au temps passé par un opérateur. De manière générale, on peut assimiler ce coût à celui d'une lecture/contrôle pour la production d'une version ePub. Nous aurions un coût globalement identique à celui de la structuration en ePub pour la production d'un tel PDF. L'absence de contrôle sur le texte proprement dit étant compensé par le temps de l'opérateur à « enrichir » le PDF.

b) Création avec des contenus multimédias spécifiques

Quels apports multimédias pour un roman ? On peut imaginer, sur le modèle des DVD par exemple, l'ajout de bonus avec des interviews de l'auteur ou de critiques littéraires, des dossiers photographiques liés aux thèmes abordés dans le livre, des éléments biographiques sur l'auteur, etc. Eléments spécifiques pour le livre ou transposition d'éléments de promotion destinés à accompagner la sortie de l'ouvrage de manière globale ? Le choix est large pour les éditeurs.

Quel coût pour la production de vidéos ? Les différentes sociétés interrogées nous ont indiqué des prix d'entrée à 700/800€ pour des vidéos produites en série avec un tournage de plusieurs vidéos à la journée. Des petites structures très légères proposent d'ores et déjà des prix attractifs pour les éditeurs avec des formats étudiés. On peut imaginer de grouper ces interviews d'écrivains en un même jour et un même lieu pour réduire les frais. Plus on aura du « spécifique », plus les coûts seront élevés. L'intégration de telles vidéos peut se faire dans les versions au format ePub. Les coûts ci-dessus comprennent les opérations de transcodage et d'exportation dans les fichiers.

2. Essai, document / 320 pages, grand format

a) Avec/ sans numérisation/ sortie de production (nouveau)

A partir du moment où l'ouvrage possède une structure plus complexe (maquette, notes, index), les coûts sont logiquement plus élevés. On estime à environ 20% les coûts supplémentaires à supporter. C'est une moyenne, bien entendu, qui tiendra compte de disparités très grandes entre les livres.

La base de calcul des frais se fait toujours sur l'estimation du nombre de signes : environ 600 000 signes pour un essai/document de 320 pages en moyenne. Cela dépend évidemment du format, de la maquette et de la typographie retenue.

▪ **Avec numérisation/scan**

Si le fichier n'est pas disponible ou qu'il se révèle inexploitable, il faudra procéder, comme dans le cas d'un roman, à une nouvelle saisie ou à une récupération du texte en le scannant (OCR) à partir d'une version papier. Même remarques : l'expérience prouve que la qualité du support scanné est primordiale pour cette étape et que les étapes de relecture sont absolument indispensables.

- Frais de scan : entre 0,5 et 0,7€ la page
- Frais de recomposition, enrichissement typographique, fichier XML à l'arrivée :
entre 0,95€ et 1,2€ le mille de signe
- Frais de lecture/corrections : 15 000 signes/heure, 17€ net à l'heure
- Frais de structuration d'un format ePub de sortie avec intégration des métadonnées

60 à 80€ par titre

Pour un essai de 320 pages (600 000 signes), nous aurons :

$(0,6 \times 320) + (1,05 \times 600) + (600 / 15 \times 17) + 70 = 1\,572\text{€}$ au total

▪ **Sans numérisation/scan**

Un fichier peut exister dans une multitude de formats différents : word, PDF, X-Press (versions différentes), InDesign, etc.

- Frais de recomposition, enrichissement typographique, fichier XML à l'arrivée :

entre 0,95€ et 1,2€ le mille de signe

- Frais de lecture/corrections : 50 000 signes/heure, 17€ net à l'heure

Contrairement à l'étape précédente, une relecture plus rapide peut être envisagée par l'éditeur ; il s'agit d'une étape de contrôle cependant nécessaire.

- Frais de structuration d'un format ePub de sortie avec intégration des métadonnées

60 à 80€ par titre

Pour un essai de 320 pages (600 000 signes), nous aurons :

$(1,05 \times 600) + (600 / 50 \times 17) + 70 = 904€$ au total

Dans le cas d'une récupération de fichiers XML (tout dépend de la qualité de ce XML pour son exploitation), nous serions dans un cas de figure qui tendrait vers le cas étudié ci-dessous. A noter le cas particulier des index qui représentent souvent un investissement très important pour la version papier. Compte tenu des occurrences, ils sont obligatoirement réalisés par un lecteur humain ; la récupération des numéros de pages papier dans la version numérique peut éviter de refaire le travail complètement.

▪ **En sortie de production/nouveauté**

- Frais de structuration d'un format ePub de sortie avec intégration des métadonnées :

150 à 200€ par titre

- Frais de lecture/corrections : 100 000 signes/heure, 17€ net à l'heure

Comme dans le cas d'un roman, une étape de relecture est indispensable avant de mettre le fichier sur le marché. Dans le cas d'un livre présentant une structure plus complexe, le travail de préparation va être plus long dans la structuration du XML pour le rendu final (dans le cas par exemple d'une hiérarchie d'intertitres complexe). Il pourra être lissé (coûts répartis) s'il s'agit d'une collection avec plusieurs titres, etc.

Pour un essai de 320 pages (600 000 signes), nous aurons :

$(600/100 \times 17) + 175 = 277\text{€}$ au total

Comme dans le cas précédent, la mise en ligne d'un fichier PDF à l'identique de la version imprimée ne représente aucun coût supplémentaire. En revanche, si l'on souhaite proposer une version PDF « augmentée » qui apporte un plus à la lecture (suppression des marges, pose de liens pour les tables des matières, appel de notes, gestion d'un index, etc.), l'appréciation du coût se fait au temps passé par un opérateur. De manière générale, on peut assimiler ce coût à celui d'une lecture/contrôle pour la production d'une version ePub. Nous aurions un coût globalement identique. Mêmes remarques pour le roman à la réserve près que la pose de liens peut être très importante pour les livres avec des appareils de notes très fournis, par exemple. Ce genre d'ouvrages devra faire l'objet d'une étude au cas par cas, selon le temps passé par un opérateur.

b) Création avec des contenus multimédias spécifiques

Quels apports multimédias pour un essai/document ? Plus les livres ont des contenus diversifiés (photographies, dossiers, thèmes abordés), plus on voit l'opportunité d'enrichir les livres numériques. Pour des photographies hors-texte ou in-texte dans la version papier, il faudra compter 25% environ de droits de reproduction supplémentaires pour leur équivalent numérique sur une période de 3 ans, 40% pour une période de 5 ans. Qu'en est-il du nombre de téléchargements et de l'effet sur ces droits ? Une agence photographique nous a confirmé : « Une plateforme numérique d'éditeurs nous a demandé un progressif en fonction du nombre de versions numériques téléchargées. Dans ce cas nous avons un pourcentage (en plus de la version papier) qui augmente en fonction du nombre de versions téléchargées. Ce modèle est très complexe à gérer

aussi bien pour nous que pour les éditeurs car nous devons établir éventuellement des compléments de facture en fin d'année ; il est difficile de faire passer des pourcentages supplémentaires aux éditeurs qui ont du mal pour l'instant à établir des prévisions chiffrées. »

Pour des vidéos spécifiques, on reprendra les éléments chiffrés donnés précédemment. Bien évidemment, si quelques vidéos seraient suffisantes dans le cas d'un roman on voit mal des éditeurs se lancer dans des livres plus complexes avec un contenu ajouté qui ne représente aucune plus-value. Si enrichissement il y a, cela se fait généralement de manière importante, et donc avec une inflation des coûts.

3. Guide pratique (cuisine-bricolage-tourisme) / 320 pages, 400 illustrations, grand format

a) Avec/ sans numérisation/ sortie de production (nouveau)

La maquette est ici plus complexe que précédemment. La numérisation des documents papier pour un tel ouvrage est théoriquement possible, mais les résultats obtenus concernant les images seront d'assez moyenne qualité pour une réimpression papier. D'autre part, même si Google peut voir l'intérêt de mettre à disposition des fonds exhaustifs, l'éditeur peut légitimement se poser la question de l'opportunité de récupérer dans des fonds anciens des livres pratiques qui se révéleront inadaptés par rapport à un marché actuel. Les guides de fonds chez les éditeurs sont numérisés depuis très longtemps maintenant et font l'objet de mises à jour régulières.

Même si elle n'a pas beaucoup de sens, on peut néanmoins donner une indication pour une reprise d'après une version papier.

▪ **Avec numérisation/scan**

- Frais de scan, recomposition, enrichissement typographique, fichier XML à l'arrivée (comprend une retouche chromatique rapide pour les images) :

entre 6€ et 8€ la page

- Frais de lecture/corrections : 15 000 signes/heure, 17€ net à l'heure
- Frais de structuration d'un format ePub de sortie avec intégration des métadonnées

300 à 500€ par titre

Pour un guide pratique/ 320 pages (200 000 signes), nous aurons :

$(320 \times 7) + (200 / 15 \times 17) + 400 = 2\,866\text{€}$ au total

- **Sans numérisation/scan**

C'est souvent à ce scénario que se trouvent confrontés beaucoup d'éditeurs qui ne disposent pas de fichiers XML mais le plus souvent de titres montés sous X-Press ou InDesign (soit sous des versions natives, soit sous des versions en PDF).

Comme nous l'avons dit plus haut, plusieurs sociétés proposent aujourd'hui des solutions de récupération des données avec un degré d'automatisation plus ou moins élevé selon les modèles récupérés. Pour des collections entières, les procédures peuvent être optimisées pour réduire l'intervention d'un opérateur. Les chiffres donnés dépendent de la complexité des maquettes et des fichiers de départ.

- Frais de recomposition, enrichissement typographique, fichier XML à l'arrivée :

entre 2€ et 4€ la page

- Frais de lecture/corrections : 30 000 signes/heure, 17€ net à l'heure

Contrairement à l'étape précédente, une relecture plus rapide peut être envisagée par l'éditeur ; il s'agit d'une étape de contrôle cependant nécessaire.

- Frais de structuration d'un format ePub de sortie avec intégration des métadonnées :

300 à 500€ par titre

Pour un guide pratique/320 pages (200 000 signes), nous aurons :

$(320 \times 3) + (200 / 30 \times 17) + 400 = 1\,586€$ au total

Dans le cas d'une récupération de fichiers XML (tout dépend de la qualité de ce XML pour son exploitation), nous serions dans un cas de figure qui tendrait vers le cas étudié ci-dessous.

- **En sortie de production/nouveauté**

Beaucoup d'éditeurs de guides pratiques ont depuis longtemps structuré leur production en XML. Ils ont un avantage stratégique très important par rapport à ceux qui se contentent à chaque fois de monter

leurs maquettes sur des outils comme X-Press ou InDesign sans procéder à une conversion XML.

- Frais de structuration d'un format ePub de sortie avec intégration des métadonnées

300 à 500€ par titre

- Frais de lecture/corrections : 30 000 signes/heure (temps plus long pour vérification de l'ensemble des éléments de la maquette), 17€ net à l'heure

Mêmes remarques que précédemment.

Pour un guide pratique/320 pages (200 000 signes), nous aurons :
 $(200/30 \times 17) + 400 = 513€$ au total

Mêmes remarques concernant une version PDF « augmentée ». Le temps passé est globalement équivalent à la phase de relecture.

b) Création avec des contenus multimédias spécifiques

Quels apports multimédias pour un guide pratique ? Amplification à nouveau par rapport au cas précédent. Si sur des guides pratiques en noir, comme le « Guide Rouge » Michelin, l'intérêt n'est pas indéniable, en revanche pour d'autres guides plus visuels, le lecteur attend plus qu'une simple déclinaison de la version papier. Est-ce que des livres en noir pour des raisons économiques sur papier sont d'ailleurs pertinents dans un passage numérique sur des supports qui permettent la couleur (fonds tramés, nouvelles photos, etc.) ? Le problème de l'exploitation des droits numériques des illustrations se pose actuellement de manière épineuse chez beaucoup d'éditeurs de guides pour les titres de leurs catalogues. La négociation des droits photographiques qui couvriraient les versions numériques est un pré-requis indispensable à l'avenir pour les éditeurs. Nous avons vu que ce pourcentage va de 25 à 40% dans les agences selon la durée d'exploitation et le nombre de téléchargements envisagés par les éditeurs. C'est un ordre d'idée pour les photographes et les illustrateurs en vue de leurs futurs contrats avec les éditeurs. On pourra faire les mêmes déclinaisons pour des vidéos complémentaires indispensables pour des recettes de cuisine, des lieux à visiter, etc. Il est difficile d'esquisser un budget global sans regarder au cas par cas.

Le développement récent d'applications pour les smartphones (notamment le populaire iPhone) permet d'avoir quelques données chiffrées car beaucoup de sociétés proposent des solutions pour les éditeurs. Plusieurs acteurs interrogés fournissent une échelle de coûts de développements spécifiques allant de 7 000/10 000€ pour des applications relativement simples jusqu'à 50 000€ pour des applications portant sur des guides complexes avec une navigation riche. Ce marché est extrêmement nouveau pour les éditeurs.

4. Beau-livre/Album illustré / 192 pages, grand format

On peut se poser la question ici de l'intérêt qu'il y a à passer sur supports numériques un album du type « beau-livre » ou un livre d'illustration pour enfants par exemple. Même si ce modèle paraît anecdotique (pas rentable car pas de marché) aujourd'hui, on peut néanmoins affirmer que globalement le coût d'une telle reprise est le même que pour un ouvrage pratique selon l'ensemble des cas envisagés, les étapes de relecture moins conséquentes étant compensées par un travail sur les images plus important.

a) Avec/ sans numérisation/ sortie de production

Même si cela n'a pas beaucoup de sens, on peut néanmoins donner une indication pour une reprise d'après une version papier. On privilégiera la reprise des films chez l'imprimeur, si elle est possible, pour la numérisation.

▪ **Avec numérisation/scan**

- Frais de scan, recomposition, enrichissement typographique, fichier XML à l'arrivée (comprend une retouche chromatique rapide pour les images) :

entre 6€ et 8€ la page

- Frais de lecture/corrections : 15 000 signes/heure, 17€ net à l'heure
- Frais de structuration d'un format ePub de sortie avec intégration des métadonnées

300 à 500€ par titre

Pour un beau-livre/album (192 pages)/ 200 000 signes, nous aurons :

$(320 \times 7) + (200 / 15 \times 17) + 400 = 2\,866\text{€}$ au total

- **Sans numérisation/scan**

Mêmes remarques que pour le guide pratique.

- Frais de recomposition, enrichissement typographique, fichier XML à l'arrivée :

entre 2€ et 4€ la page

- Frais de lecture/corrections : 30 000 signes/heure, 17€ net à l'heure

Contrairement à l'étape précédente, une relecture plus rapide peut être envisagée par l'éditeur ; il s'agit d'une étape de contrôle cependant nécessaire.

- Frais de structuration d'un format ePub de sortie avec intégration des métadonnées

300 à 500€ par titre

Pour un beau-livre/album (192 pages)/ 200 000 signes, nous aurons :

$(320 \times 3) + (200 / 30 \times 17) + 400 = 1\,586€$ au total

Dans le cas d'une récupération de fichiers XML (tout dépend de la qualité de ce XML pour son exploitation), nous serions dans un cas de figure qui tendrait vers le cas étudié ci-dessous.

- **En sortie de production/nouveauté**

Contrairement aux guides pratiques qui font souvent l'objet de structuration en XML, les éditeurs de beaux-livres ou d'albums illustrés n'ont souvent pas fait cet effort à partir de leurs maquettes réalisées sur X-Press ou InDesign. Dans les mois qui viennent, la société Adobe devrait proposer des exportations possibles au format ePub qui faciliteront le passage au numérique. Rappelons que le format ePub se développe aussi comme un standard pour les livres en couleurs. L'annonce, par Apple, de son adoption sur la prochaine tablette iPad confirme cette tendance de fond.

- Frais de structuration d'un format ePub de sortie avec intégration des métadonnées :

300 à 500€ par titre

- Frais de lecture/corrections : 30 000 signes/heure, 17€ net à l'heure
Mêmes remarques que précédemment.

Pour un beau-livre/album (192 pages)/ 200 000 signes, nous aurons :

$(200/30 \times 17) + 400 = 513€$ au total

Mêmes remarques concernant une version PDF « augmentée ». Le temps passé est globalement équivalent à la phase de relecture.

b) Création avec des contenus multimédias spécifiques

Dans ce domaine comme dans le précédent, tout reste à inventer avec l'apport de contenus ; la créativité peut s'exercer de manière infinie chez les éditeurs. Les droits de reproduction très importants dans les versions papier auront un coût très élevé pour le numérique. Nous avons vu que le pourcentage de 25 à 40% dans les agences est lié à la durée d'exploitation. Il est difficile d'estimer pour ce type de beau-livre/album réalisé de manière multimédia un ordre de prix tant le marché actuel est inexistant. Les structures de production de telles œuvres sont clairement à inventer pour les éditeurs.

5. Bande dessinée / 48 pages, grand format

Pour la bande dessinée, le support numérique semble adapté pour un passage rapide et à moindre coût. Pas de texte à relire, des processus de production qui peuvent être automatisés de manière très importante pour la récupération des images y compris case à case pour des nouvelles propositions de lecture. Beaucoup d'éditeurs vont proposer dans les mois qui viennent de vastes catalogues.

a) Avec/ sans numérisation/ sortie de production

▪ **Avec numérisation/scan**

Si l'on souhaite repartir d'un original de qualité comme les ouvrages en quadrichromie, on privilégiera d'utiliser des éléments films chez les imprimeurs pour renumériser.

- Frais de scan/ avec nettoyage : entre 8 et 10€ la page
- Frais de structuration d'un format ePub de sortie avec intégration des métadonnées

60 à 80€ par titre

Pour une bande dessinée/48 pages, nous aurons :

$(48 \times 9) + 70 = 502€$ au total

▪ **Sans numérisation/scan**

- Frais de récupération de fichiers : entre 2 et 4€ la page
- Frais de structuration d'un format ePub de sortie avec intégration des métadonnées

60 à 80€ par titre

Pour une bande dessinée/48 pages, nous aurons :

$(48 \times 3) + 70 = 214€$ au total

Dans le cas d'une récupération de fichiers XML (tout dépend de la qualité de ce XML pour son exploitation), nous serions dans un cas de figure qui tendrait vers le cas étudié ci-dessous.

▪ ***En sortie de production/nouveauté***

- Frais de structuration d'un format ePub de sortie avec intégration des métadonnées

60 à 80€ par titre

Pour une bande dessinée/48 pages, nous aurons :

70€ au total

b) Création avec des contenus multimédias spécifiques

Quels apports multimédias pour une bande dessinée ? Là aussi, la créativité est très importante ; on l'a vu récemment avec l'ajout de podcasts chez un distributeur (DigiBiDi), le dessinateur expliquant sa démarche graphique tout au long de l'ouvrage. Ce travail spécifique est un investissement de plusieurs milliers d'euros par ouvrage. On peut imaginer aussi des vidéos sur l'univers graphique des auteurs, des séances de « *work in progress* » pour découvrir le travail d'illustration. Pour l'instant, les éditeurs lancent des expérimentations avec un retour sur investissement très faible. Si ce marché se développe avec de véritables enjeux commerciaux, on arrivera à terme à des coûts de production plus intéressants.

En conclusion de cette partie et plutôt qu'un simple tableau récapitulatif des différents prix de revient, il nous a semblé intéressant de déterminer un certain nombre de points morts pour approcher une rentabilité économique de l'éditeur. Nous sommes partis de bases de prix de vente publics potentiellement effectifs à moyen terme sur le marché. D'après notre enquête, ces prix pourraient s'établir à des prix moyens entre 12,99€ et 14,99€, tendance qui semble s'esquisser sur le marché américain. C'est bien entendu une hypothèse, mais nous considérons qu'au-delà de tels prix les éditeurs ne rencontreront pas le public, qui s'attend semble-t-il à une baisse significative. Nous avons aussi considéré une marge de 30% pour l'éditeur, une fois soustraits les droits d'auteurs

et les différentes remises de ses partenaires agrégateur et distributeur. C'est une base de travail qui peut être discutée mais qui nous a semblé correspondre à la réalité du marché aujourd'hui.

En fonction de ces hypothèses de travail (les deux prix publics et la marge éditeur mentionnés ci-dessus), nous avons établi différents scénarios pour des livres simples ou des livres enrichis en déterminant pour chacun un seuil de rentabilité (point mort), c'est-à-dire le nombre d'exemplaires théoriques à partir desquels l'éditeur aura amorti l'ensemble des coûts. Comme indiqué en début d'étude, nous n'avons bien entendu pas tenu compte des frais de structure de l'éditeur qui restent à prendre en compte dans l'économie générale de son activité, laquelle demeure liée à la production des livres papier. Si, dans un premier temps, il peut externaliser la production de ces contenus spécifiques et ne pas modifier ni sa masse salariale ni ses coûts de structure, peut-être à terme pourrait-il prévoir d'internaliser un certain nombre d'activités de production et de commercialisation/marketing. C'est loin d'être le cas pour l'instant.

Nous avons établi le tableau suivant qui donne quelques scénarios de livres numériques simples ou enrichis (rappelons que nous avons conservé une TVA sur le livre numérique à 19,6%, TVA qui risque d'évoluer dans l'année à venir) :

COÛTS HT	Roman	Essai	Guide	Beau-livre/Album	BD
Avec numérisation	1 199 €	1 572 €	2 866 €	2 866 €	502 €
Sans numérisation	665 €	904 €	1 586 €	1 586 €	214 €
Production nouveauté	151 €	277 €	513 €	513 €	70 €
Coût moyen	672 €	918 €	1 685 €	1 685 €	262 €
Coût droits reproduction illustrations			1 500 €	1 500 €	
Coût multimédia	750 €	1 500 €	12 000 €	5 000 €	750 €
TOTAL	1 422 €	2 418 €	15 185 €	8 185 €	1 012 €

RENTABILITÉ	Roman	Essai	Guide	Beau-livre/Album	BD
Prix de vente TTC	12,99 €	12,99 €	14,99 €	14,99 €	4,99 €
Marge éditeur (30% du prix HT)	3,26 €	3,26 €	3,76 €	3,76 €	1,25 €
Ventes point mort/ moyen (avec contenu multimédia)	436 ex.	742 ex.	4039 ex.	2177 ex.	809 ex.
Ventes point mort/ moyen (sans contenu multimédia)	206 ex.	282 ex.	847 ex.	847 ex.	209 ex.
Ventes point mort/ nouveauté (avec contenu multimédia)	277 ex.	545 ex.	3 751 ex.	1 889 ex.	655 ex.
Ventes point mort/ nouveauté (sans contenu multimédia)	46 ex.	85 ex.	560 ex.	560 ex.	56 ex.

On voit que les chiffres de ventes à espérer sont relativement modestes pour les éditeurs lorsqu'on ne prend pas en compte les versions enrichies multimédias. A partir de ces seuils, l'objectif est bien sûr d'atteindre une marge nette. Dans un marché porteur comme celui du livre numérique, qui va se déployer sur une multitude de supports, c'est un effort d'investissement important à faire pour les éditeurs mais les seuils de rentabilité pour des livres sans contenu multimédia (entre 50 et 500 exemplaires pour des nouveautés, 200 à 800 exemplaires pour des livres à numériser) ne semblent pas irréalistes.

B – LE COÛT DE DISTRIBUTION D’UN LIVRE NUMÉRIQUE

Comme nous l’avons dit en introduction, les différents coûts indiqués dans cette partie n’entrent pas dans le prix de revient direct d’un livre numérique pour l’éditeur. Ces coûts de distribution sont à la charge du distributeur au sens large (portail mutualisé, site e-commerce, libraires en ligne, etc.). L’éditeur consent une remise sur le prix hors taxe au distributeur.

1. Frais de marquage (DRM, watermarking)

Le développement du livre numérique s’accompagne d’une volonté, chez les éditeurs notamment, d’éviter la propagation de copies illégales des livres sur les réseaux. La pose de marquage DRM (Digital Rights Management) s’est étendue sur le marché depuis deux ans. Certains acteurs du marché comme Amazon et Apple proposent leur propre solution de protection propriétaire développée en interne et implémentée sur leurs propres machines, et qui ne fait pas l’objet de retenue supplémentaire. Les éditeurs ont cependant souhaité étendre une telle protection à d’autres distributeurs (ouverts sur l’ensemble des machines disponibles sur le marché) ne disposant pas de solutions de protection en s’adressant à des sociétés spécialisées. C’est notamment la société américaine Adobe (bien connue chez les éditeurs pour ses solutions logicielles) qui propose un marquage qui a été rapidement implémenté sur beaucoup de machines existantes à travers le monde. Le coût d’un tel marquage est de 0,40€ par exemplaire à l’heure actuelle, un coût fixe qui a une influence non négligeable pour des livres proposés à des prix réduits (3% sur un prix de vente à 12€ par exemple). Ce coût est assumé par les distributeurs de livres numériques et fait l’objet d’une refacturation aux éditeurs. A noter également qu’Adobe demande un droit d’entrée à ces mêmes distributeurs de 75 000\$/annuel pour disposer de cette solution. C’est un ticket d’entrée inaccessible à des distributeurs petits ou moyens.

De nombreux éditeurs s’affranchissent de telles mesures, convaincus que ces marquages DRM représentent une contrainte préjudiciable aux utilisateurs quand ils changent de matériels de lecture, ce qui va être de plus en plus souvent le cas à partir du moment où le marché se développe. Le phénomène a déjà eu lieu dans la musique où les DRM ont

été supprimées. Le marché du livre numérique ne fera sans nul doute pas exception à cette règle.

D'autres solutions de marquage de fichiers, plus indolores comme le watermarking, qui permettent d'identifier le fichier par rapport à la personne qui l'a effectivement acheté, ont le mérite à la fois d'être gratuites pour l'éditeur mais aussi de permettre à l'utilisateur une migration sans contrainte ni limitation sur tous les lecteurs du marché.

2. Frais de développements informatiques, archivage, maintenance

La distribution est potentiellement démultipliée : sur le site de l'éditeur, sur des sites de libraires en ligne, sur des sites plus généralistes comme les grands acteurs de l'e-commerce, sur des sites mutualisés de libraires traditionnels, sur des moteurs de recherche comme Google, sur des lecteurs propriétaires proposés par des opérateurs télécoms, etc. L'offre paraît là aussi sans limite.

L'archivage informatique est un problème crucial pour les éditeurs avec la multiplication des fichiers numériques (fichiers natifs, fichiers PDF/imprimeurs, versions numériques en plusieurs formats, etc.). Les éditeurs assurent généralement des copies en interne et avec leurs principaux partenaires compositeurs et imprimeurs qui peuvent leur proposer aussi des solutions d'archivage « déportés ». Beaucoup de sociétés de service sont positionnées dans le secteur avec des prix peu coûteux. Rappelons pour mémoire que l'archivage de données d'édition est bien moins gourmand en espace que des données sonores ou vidéos par exemple. Bien entendu, le développement de produits d'édition multimédias va demander des études complémentaires chez les éditeurs qui voudraient se lancer sur ce nouveau marché.

Si une offre en ligne directe depuis son site internet, sur le modèle classique du papier, est relativement facile à mettre en œuvre par l'éditeur à moindre coût, le problème de la copie de fichiers vers l'extérieur se pose maintenant. L'idée de garder le contrôle de l'accès aux fichiers s'impose depuis quelque temps chez les éditeurs avec le développement d'entrepôts numériques selon le schéma traditionnel d'une distribution du livre papier. Les enjeux sont très importants pour permettre l'accès au plus grand nombre de réseaux possibles, ce qui est le cas en France pour le livre traditionnel. Les modèles anglo-saxons comme Amazon, Apple, Google fonctionnent avec une « déportation » des fichiers

chez eux. L'idée d'une plateforme commune aux éditeurs français supposerait d'imposer à ces acteurs dominants de changer leur modèle actuel pour le marché français. L'enjeu est très important. Arnaud Nourry, le PDG d'Hachette, a lancé un appel pour une plateforme commune capable de fournir l'ensemble des réseaux selon un modèle mutualisé. Un chiffre de 500 000€ a été avancé de sa part pour le développement d'une telle plateforme, coût qui pourrait être appuyé par l'Etat pour aider les divers acteurs du livre. Il s'agit de monter une structure capable de gérer l'accès à un catalogue de plusieurs millions d'ouvrages à moyen terme, au travers de dizaines de modèles différents de distributions (sites internet, moteurs de recherche, bouquets de livres, terminaux mobiles, etc.) et à destination de plusieurs millions d'utilisateurs. Le montage d'une telle plateforme représente un coût de développement extrêmement important avec des contraintes de sécurisation, d'authentification, de gestion de flux, de maintenance...

D'après les sociétés que nous avons pu interroger sur la question, ce chiffre de 500 000€ semble sous-estimé. C'est plusieurs millions d'euros d'investissement à terme qui seraient nécessaires pour le montage d'une plateforme unique, gage d'indépendance de la distribution du livre numérique en France. Pour l'instant, les éditeurs français s'orientent vers leurs propres entrepôts de distribution (Numilog et HDS Digital pour Hachette, Eden-Livres pour Gallimard/La Martinière/Flammarion, e-Plateforme pour Editis/Media-Participations, etc.), reproduisant ce qui existe dans l'univers papier. Une mutualisation des efforts financiers, comme en Allemagne avec le projet Libreka ou comme en Espagne avec l'accord passé récemment par les trois principaux groupes espagnols (Planeta, Santillana et Random House/Mondadori), semble une solution claire et facile à mettre en œuvre pour l'ensemble de la filière du livre en France. Les auteurs, les libraires, l'Etat et certains éditeurs ont récemment pris position pour une telle plateforme unique.

3. Frais de promotion/ marketing/ SAV

C'est la grande inconnue chez beaucoup de ceux qui veulent entrer sur le secteur, aussi bien éditeurs que distributeurs indépendants et libraires. Quand on sait qu'une attachée de presse « classique » coûte globalement pour un petit éditeur près de 3 000€/mois (chiffre communiqué par l'un d'entre eux), organiser une politique marketing sur le web a aussi un coût non négligeable. Cette démarche est déjà en cours chez les éditeurs concernant leur site web. Une offre numérique doit être intégrée dans un

plan de communication internet global. Plusieurs éditeurs interrogés nous ont indiqué des frais de communication/marketing représentant un pourcentage de 3 à 4% du prix d'un livre (mais de ce point de vue les disparités sont bien sûr très importantes).

Si les éditeurs s'orientent vers leurs propres solutions de distribution, ils vont devoir communiquer sur leurs offres et certainement procéder à l'embauche de personnels supplémentaires. Les premiers échos font état, de la part des distributeurs, de nombreux retours des utilisateurs sur le service après-vente (gestion des DRM, difficultés dans l'accès aux fichiers, appropriation des terminaux de lecture, etc.). Ces coûts sont loin d'être négligeables notamment quant au personnel à mobiliser.

4. Frais bancaires

Les frais bancaires sont calculés sur la base d'un pourcentage du prix de vente. La plupart des banques proposent des solutions autour de 3 à 4%, pouvant aller jusqu'à 6% pour une solution Paypal (qui peut représenter jusqu'à un tiers des ventes chez certains distributeurs qui proposent cette solution à leurs clients). Ces coûts sont à la charge des libraires (ou portails de vente).

C – SYNTHÈSE

Nous donnons ci-dessous une synthèse des différentes répartitions pour chacun des acteurs selon le schéma de distribution. Ces chiffres ne sont pas confidentiels et ont été publiés dans divers communiqués depuis plusieurs mois. Ils permettent d’apprécier les rémunérations des différents acteurs de la chaîne du livre numérique.

On pourra critiquer le taux de 15% de droits d’auteur figurant ci-dessous, qui semble assez éloigné pour l’instant de la réalité des tractations entre éditeurs et auteurs. Plusieurs éditeurs ont indiqué ce taux comme étant une base actuelle de négociation pour de nouveaux contrats incluant les droits numériques. Cela semble pouvoir être considéré comme une base de travail, comme on dit en termes de négociation.

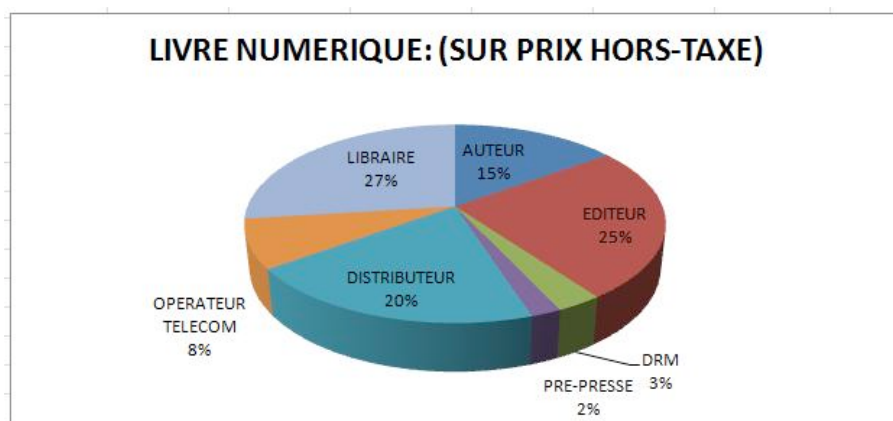
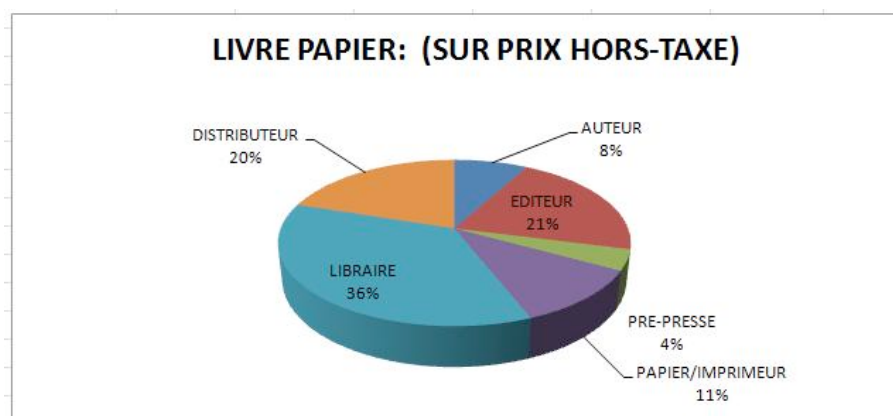
	AUTEUR	EDITEUR	PLATEFORME	DISTRIBUTEUR	COUCHE DRM	TELCO	LIBRAIRE
A Livre acheté sur un site libraire	15%	35%	22%		3%		25%
B Livre acheté sur un site éditeur	15%	82%			3%		
C Livre acheté sur une plateforme éditeur	15%	35%	47%		3%		
D Livre acheté sur un site e-commerce	15%	35%		50%			
E Livre acheté sur Amazon/Apple	15%	55%		30%		?	
F Livre acheté sur Google Edition	15%	30%		55%			
G Livre acheté sur site libraire (via Google)	15%	30%		18%			37%
H Livre acheté sur un modèle Publienet	50%	40%		10%			
I Livre acheté sur Amazon (auteur en direct)	70%			30%		?	
J Livre acheté sur un site auteur en direct	100%						
Pour mémoire:							
X Livre en papier (source Direction du Livre)	8%	36%		20%			36%
		(dont 15% fabrication)		(dont 8% diffusion)			

N.B. Certaines plateformes d’éditeurs ne permettent pas aux lecteurs d’acheter directement, sans passer par un détaillant (c’est le cas d’Eden, par exemple).

Ces modèles de rémunération vont sans doute évoluer dans les mois à venir, au rythme du développement du marché. Si certains acteurs comme Amazon, Apple et d’autres libraires en ligne communiquent beaucoup sur le sujet, les éditeurs en disent très peu sur la nature des remises qu’ils accordent à leurs différents partenaires. On parle souvent des acteurs de télécommunication et de la part qu’ils pourraient prendre

dans le marché avec des appareils de lecture bientôt connectés : un chiffre compris entre 5 et 10% sur les prix de vente semble avoir cours sur le marché américain en ce moment. En France, aucun acteur n'a avancé sur le sujet pour l'instant, mais la situation risque d'évoluer dans le courant de cette année.

En synthèse des différents éléments chiffrés procurés au cours de cette étude, représentons ci-dessous ce qui revient aux principaux acteurs du livre numérique, sur le modèle traditionnel de la répartition dans la chaîne papier. Il s'agit, rappelons-le, de chiffres moyens qui apparaissent peu à peu sur le marché. Ces données nous semblent cependant suffisamment pertinentes pour les donner ici.



N.B. Les 20 % relatifs à la distribution peuvent paraître surévalués mais ce chiffre rend compte ici des investissements qu'il s'agit de faire *actuellement* en la matière.

La faible part du pré-pressé est due au fait, rappelons-le, que les frais éditoriaux sont en partie pris en charge par l'ouvrage papier. Même si beaucoup d'acteurs jugeront que l'on est encore loin du compte

aujourd'hui (notamment auteurs et libraires), ces différents chiffres esquissent les grandes lignes des équilibres de demain.

CONCLUSION

Au cours de cette étude, nous avons essayé de fournir quelques scénarios et d'ouvrir des pistes. On l'a vu, les coûts des livres numériques sont relativement faibles, surtout pour des nouveautés qui s'intègrent maintenant dans la chaîne de production des éditeurs (coûts amortis entre 50 et 500 exemplaires pour des nouveautés, 200 à 800 exemplaires pour des livres à numériser, sans contenu multimédia). On peut faire des livres numériques en espérant des gains rapides notamment sur les nouveautés, c'est le message qui ressort de l'ensemble de l'étude. A condition, selon certains, de proposer des prix dits attractifs — des éditeurs l'ont déjà compris, notamment dans le domaine de la bande dessinée — et aussi de proposer des ebooks faciles d'utilisation, convenablement édités et interopérables. Le marché est en accélération rapide avec des supports de lecture de plus en plus nombreux et l'intérêt des lecteurs pour des nouveaux usages de lectures se manifeste.

La numérisation engage l'avenir des éditeurs du point de vue de leur distribution numérique comme de leur distribution papier avec des solutions de tirages de plus en plus courts. Ces investissements à réaliser pour les éditeurs concernent non seulement l'avenir de leurs fonds et de leurs disponibilités sur l'ensemble des supports de lecture de demain mais aussi leur disponibilité, de manière pérenne, pour l'impression future des livres papier. Cette dimension essentielle ne doit pas être évacuée du débat. Il s'agit certes d'un investissement pour les éditeurs. Qu'il faudra entreprendre de toute façon. Reste à déterminer les priorités dans les catalogues.

On ne peut clore cette étude sans mentionner le rôle d'acteurs comme Google dans la numérisation de fonds d'éditeurs importants. Surtout pour des fonds qui seraient moins « rentables » tout de suite chez les éditeurs. L'annonce récente de certains qui travaillent étroitement avec Google Livres, pour des résultats très concrets sur leurs ventes, vont certainement amener les éditeurs à reconsidérer dans les mois qui viennent leur position face à Google.

Nous avons rencontré des éditeurs qui dégagent depuis un an des marges très intéressantes sur leurs livres numériques en multipliant les canaux de distribution. Ils souhaitent maintenant envisager une

numérisation de l'ensemble de leurs fonds de manière exhaustive. Preuve qu'ils ont pris une longueur d'avance par rapport à leurs collègues qui en sont encore au stade de l'expérimentation. Pouvoir acheter une nouveauté, c'est bien. Pouvoir proposer une offre sur d'autres livres du même auteur ou sur une même collection, c'est encore mieux. Il s'agit de savoir notamment si les livres qui ne sont plus disponibles dans les catalogues (ni en papier ni en numérique) intéresseront toujours les éditeurs à l'avenir ; et si les conditions commerciales et juridiques seront favorables aux auteurs, y compris pour les œuvres épuisées. Quoi qu'il en soit, constituer des fonds vivants dans l'univers papier comme dans l'univers numérique est l'un des grands enjeux des éditeurs de demain.